

Synthèse de la crise gazière iranienne – 4 mars 2026

Analyse de la situation du point de vue du marché gazier

Contexte et impact immédiat

A la suite de l'attaque de l'Iran, le détroit d'Ormuz est temporairement fermé à la navigation. Cela bloque notamment les exportations de GNL (Gaz Naturel Liquéfié) du Qatar, un des principaux producteurs de gaz mondiaux.

Cette baisse de l'exportation de gaz a un effet direct sur les prix de gros du gaz et de l'électricité, qui augmentent et deviennent très volatils. Les fournisseurs d'énergie peuvent rencontrer des difficultés à proposer des offres à leurs clients, et réduisent sensiblement la durée de validité des prix.

Pourquoi le prix de l'électricité augmente -t-il également ?

Cela est dû au principe économique du [Merit Order](#) (la préséance économique).

Le prix de l'électricité est souvent dicté par le coût de fonctionnement des centrales à gaz. Puisqu'il faut plus de 2 MWh de gaz pour produire 1 MWh d'électricité, chaque hausse de 1 € du MWh de gaz entraîne quasi automatiquement une augmentation de plus de 2 € du MWh d'électricité.

Une situation bien différente de la crise russe de 2022

En 2022, le gaz russe représentait **40 %** des approvisionnements de l'Union européenne. Aujourd'hui, le Qatar représente un peu plus de **10 %** du gaz acheté par l'Union Européenne. Surtout, contrairement à 2022 où l'on anticipait un bouleversement durable, le marché s'attend aujourd'hui à un retour à la normale.

Conséquence : seuls les prix pour une livraison en 2026 flambent (+50% à +75 % en gaz), tandis que l'impact sur les prix à long terme (2027-2029) reste encore limité.

Cette hausse se voit clairement sur les graphiques présentés ci-dessous, qui représentent l'évolution des prix de gros du gaz (« PEG » pour Point d'Echange de Gaz, le nom du marché français) et de l'électricité pour le mois d'avril, pour les trimestres à venir en 2026 (« Q » pour Quarter - Q2 à Q4) et les années prochaines (« Cal » pour Calendar 2027 à 2029).

Les entreprises ayant des contrats à prix fixe sont donc protégées par rapport à celles ayant opté pour des prix indexés.

Le vrai risque structurel à long terme

Un scénario catastrophe n'est pas exclu. En particulier : la destruction des infrastructures gazières du Qatar. Si cela se produisait, la production baisserait pendant des années. L'Asie en souffrirait en premier, mais l'Europe serait touchée par ricochet en raison de la compétition mondiale pour ses achats de GNL.

L'impact sur les prix de gros du gaz et d'électricité

